

Le cultivateur d'Ontario avec 80 acres ensemencés des grains ci-dessus mentionnés, aurait reçu, au bout de 6 ans, \$1,166 de plus que le cultivateur de l'Etat de New-York, \$2,183 de plus que celui de l'Ohio; \$2,200 de plus que celui du Michigan; \$2,798 de plus que celui de l'Illinois; \$2,861 de plus que celui de l'Indiana, \$3,215 de plus que celui du Kansas; \$3,341 de plus que celui du Missouri et \$3,682 de plus que celui de l'Iowa. Ces chiffres ne comprennent pas l'année 1888-1889 alors qu'Ontario n'aurait pas figuré aussi avantageusement par suite de la sécheresse et autres causes. Ces chiffres que nous venons de publier, cependant, sont des plus satisfaisants, et ne peuvent qu'augmenter la confiance de nos agriculteurs.

Je signale à l'honorable député d'Oxford-sud cette comparaison entre la province pauvre, pressurée, ruinée, d'Ontario et le dessus du panier des Etats de l'union, comparaison basée sur des preuves qui nous sont fournies—non par des particuliers, non par des orateurs de hustings, non par des membres du Congrès, non par les rédacteurs des journaux protectionnistes ou libre-échangistes—mais par les fonctionnaires officiels de ces pays respectifs, sous leurs propres responsabilités, et à moins que nous ne sachions le contraire, nous devons accepter ces chiffres comme vrais. Voilà dans quelle condition se trouve la malheureuse province d'Ontario.

Sir RICHARD CARTWRIGHT: Et cependant, ils émigrent aux Etats-Unis par centaines de mille.

M. COLBY: Oui, il y en a qui émigrent aux Etats-Unis. Je n'avais pas l'intention de toucher à ce point, mais je le ferai, un peu plus tard.

L'honorable député a parlé de la triste condition du cultivateur dans Ontario. Eh bien! je vais à mon tour vous parler pendant quelques instants de la condition des cultivateurs aux Etats-Unis, et je ne le fais pas avec la moindre satisfaction, mais avec un très-vif regret. Je suis peiné que leur position soit ainsi, mais il est incontestable que tous les vieux Etats—les Etats du nord et de l'est—sont dans une condition pire que celle dans laquelle l'honorable député a représenté Ontario, et il a représenté la condition d'Ontario pire qu'elle ne l'est réellement, comme on peut raisonnablement le supposer. Je citerai, par exemple, ce bon vieil Etat du Vermont. Quelques-uns diront peut-être: Oh! le Vermont n'est pas un bon Etat agricole; mais j'affirme, avec une connaissance parfaite de l'Etat du Vermont—car je le connais d'un bout à l'autre—qu'il peut supporter avantageusement la comparaison avec les régions agricoles du Canada en général, et je crois pouvoir dire aussi avec certaines régions favorisées d'Ontario. L'honorable député de Bothwell (M. Mills) n'a pas besoin de hocher la tête. Je connais parfaitement cet Etat.

M. MILLS (Bothwell): Vous ne connaissez pas parfaitement Ontario.

M. COLBY: Je ne connais pas parfaitement Ontario, mais celui qui vous dit que la magnifique vallée du lac Champlain n'est pas une des plus belles vallées de tout le nord—mon honorable ami, le député d'Ottawa, (M. Wright) le sait, car je crois que cette région lui est familière—vous dit une chose inexacte. Celui qui vous dit, M. l'Orateur, que la vallée de la rivière Connecticut, qui est l'une des plus belles du continent, rivalisait presque avec celle du Shenandoah, une des vallées d'alluvion les plus riches, n'est pas une belle région agricole, celui-là, dis-je, parle de choses

M. COLBY.

qu'il ignore complètement, s'il vous parle de ces magnifiques pâturages, de ces pâturages situés sur le versant des collines du Vermont, qui ne sont surpassés dans aucune partie de ce continent pour les fins de la laiterie, pour l'eau pure, pour la nourriture fraîche et luxuriante; s'il dit que nous avons de meilleurs pâturages que ceux-là au Canada pour les fins de la laiterie, je lui dirai qu'il ne connaît pas le Vermont aussi bien que moi. Cependant, quelle est la condition de l'agriculture dans cet Etat? Je vais l'expliquer à l'honorable député. Pas plus tard que le 1er janvier 1890, le commissaire des intérêts agricoles et manufacturiers de l'Etat du Vermont, sur les instructions de l'Etat, a publié cette circulaire, avec cette carte et cette invitation:

Indiquant le site des villes où il y a des fermes et des terres inoccupées, qui peuvent être achetées à peu près au même prix que celles qui sont occupées. On peut acheter pour \$3 à \$5 l'acre, de bonnes fermes avec des bâtiments passables et une certaine étendue de terrain plantée d'érab les à sucre, on peut en acheter d'autres avec de meilleures bâtisses et à proximité d'un chemin de fer ou d'un village. Aucune de ces terres n'est éloignée d'un débouché avantageux, et elles conviennent toutes à l'industrie laitière. Paiements faciles. Les ouvriers de ferme sont en grande demande, à de bons salaires. Dans plusieurs régions, ceux qui le désiraient, pourraient avoir de l'ouvrage durant l'hiver dans les bois.

Or, où se trouvent ces terres? Dans quelle partie de l'Etat? Je demanderai aux honorables député de la gauche de regarder la partie de cette carte qui est marquée en rouge, et ils verront, dans la vallée du Connecticut, dans quelques-uns des meilleurs comtés et quelques-unes des meilleures villes du Vermont, la proportion des terres à vendre pour \$3 et \$5 l'acre, plusieurs d'entre elles étant inoccupées. Voilà le document publié par le commissaire de cet Etat, et il comprend soixante townships dans dix comtés sur les quinze qui forment l'Etat.

M. MILLS (Bothwell): C'est là l'avantage de la protection pour les cultivateurs.

M. COLBY: Parfaitement; l'avantage de cette politique à laquelle vous désirez vous unir. Mon honorable ami désire mettre les cultivateurs d'Ontario sur le même pied que ceux des Etats-Unis. Je lui dirai que les cultivateurs d'Ontario sont plus riches aujourd'hui. Ils ne veulent pas de ce qui a placé le Vermont dans sa position actuelle. Il est très facile à l'honorable député de rire, de se livrer à une grande gaieté, comme s'il avait des connaissances supérieures à celles de n'importe quelle autre personne, de considérer avec hauteur les opinions des autres, mais je dis à l'honorable député que si les cultivateurs d'Ontario et du Canada sont dans une meilleure condition que ceux du Vermont et de l'Etat de New-York—et la statistique démontre qu'ils le sont—c'est parce que nous les avons protégés; je déclare hautement que c'est parce que nous avons protégé nos cultivateurs sur nos marchés, afin que leurs produits se vendent à des prix raisonnables sur le marché local.

Les honorables députés de la gauche ont un talent singulier pour se méprendre sur les faits. Ce n'est qu'après une élection, lorsqu'on leur a montré le véritable sentiment du pays, qu'ils commencent à le comprendre, et ceréveille dure que six à douze mois; mais l'ancienne fatuité revient, l'ancienne présomption reprend le dessus, ils en savent plus long que les autres, et ils retournent à leur destruction, comme ils le font maintenant.